

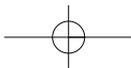
LES ÉMEUTES DE L'AUTOMNE 2005 DANS LES BANLIEUES FRANÇAISES DU POINT DE VUE DES ÉMEUTIERS

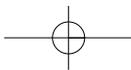
Laurent Mucchielli¹ et Abderrahim Aït-Omar²

Au mois de novembre 2005, la France a soudainement occupé les devants de la scène médiatique internationale. Les propos les plus catastrophistes (comme ces reportages présentant la France comme « à feu et à sang » alors que les émeutes n'ont pas occasionné une seule mort d'homme) et les plus dénués de fondements (comme ceux mettant en cause la religion musulmane) ont pu être entendus dans les médias français et étrangers. Cela étant, il reste que ces émeutes sont inédites dans

1. Sociologue, chercheur au CNRS, enseignant à l'université Versailles/Saint-Quentin en Yvelines, directeur du Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP, UMR 8183). *mucchielli@cesdip.com*. Laurent Mucchielli (né en 1968) a fait des études universitaires de droit, d'histoire et de sociologie (doctorat soutenu en janvier 1996 à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales à Paris. Il entre au CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique) en 1997 et rejoint l'équipe du CESDIP (Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales), laboratoire qu'il dirige depuis janvier 2004. Il enseigne par ailleurs la sociologie de la délinquance à l'Université Versailles Saint-Quentin en Yvelines et intervient régulièrement à l'École Nationale de la Magistrature. Ses domaines de recherches sont 1) la sociologie de la délinquance et des politiques de prévention et de sécurité, 2) l'histoire et l'épistémologie de la criminologie et de la sociologie de la déviance, 3) la sociologie des émeutes urbaines. Laurent Mucchielli est par ailleurs codirecteur de la *Revue d'histoire des sciences humaines*, membre du comité de rédaction de *Déviance et Société* et administrateur de l'Association Française de Sociologie. Intellectuel « impliqué », il est aussi fondateur du groupe Claris (« Clarifier le débat public sur la sécurité ») et rédacteur en chef de sa revue.

2. Sociologue, titulaire d'un Master Professionnel « Développement social local » et d'un Master Recherche en sociologie de l'université Versailles/Saint-Quentin en Yvelines. *abdel746@hotmail.com*





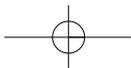
l'histoire de la France contemporaine : pour la première fois le phénomène n'est plus localisé, propre au quartier où un drame (généralement la mort d'un jeune) est survenu ; il a pris au contraire une dimension nationale, de Dunkerque à Nice et de Strasbourg à Toulouse. Nous ne reviendrons pas ici sur les faits, connus par ailleurs au terme d'une recherche collective récente sur laquelle nous nous appuyons tout au long de ce texte (Mucchielli, Le Goaziou, 2006), et d'autres travaux publiés par la suite (notamment Lagrange, Oberti, 2006). Nous voudrions par contre nous interroger sur les mécanismes de propagation des émeutes et en particulier sur les motivations des émeutiers. C'est là une donnée largement méconnue.

COMMENT FAIRE ENTENDRE LE POINT DE VUE DES ÉMEUTIERS ?

L'on a beaucoup prêté aux émeutiers, mais rares ont été les commentateurs qui ont recueilli le point de vue de ceux qui étaient pourtant les premiers concernés. Ceci peut s'expliquer au moins pour trois raisons.

La première tient au fait que, à la différence d'autres mouvements sociaux utilisant eux aussi la violence – l'on songe par exemple aux traditionnelles manifestations d'agriculteurs en colère (Duclos, 1998), mais aussi au mouvement lycéen et étudiant dit « mouvement anti-CPE » de mars 2006 –, la violence émeutière est une réaction spontanée dénuée de tout support organisationnel (association, syndicat, parti politique). Les émeutiers n'affichent aucune banderole, de crient aucun slogan dans des haut-parleurs, ne distribuent aucun tract. Ils n'ont pas de porte-parole, ni même de leaders. Ils n'ont aucun discours construit et encore moins formaté à proposer aux journalistes qui viendraient les interroger et à ceux des hommes politiques qui accepteraient éventuellement de les prendre au sérieux.

La seconde raison est que d'autres discours très bien construits, formatés et diffusés se sont aisément imposés dans le débat public et avaient de surcroît comme visée de déconsidérer les émeutiers en les réduisant à de simples délinquants. Le fait n'est pas nouveau. À travers la notion de « violence urbaine », telle que conçue et diffusée dans le débat public par la hiérarchie policière et par quelques « experts en sécurité » autoproclamés, c'est en réalité une tentative de *criminalisation de l'ensemble des manifestations de violence collective dans les quartiers populaires* qui est proposée depuis





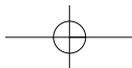
une quinzaine d'années (Mucchielli, 2002). Telle est de nouveau la stratégie qui a structuré le discours du ministre de l'Intérieur durant les émeutes de novembre 2005, le conduisant à déclarer devant l'Assemblée nationale que « 75 à 80 % » des émeutiers interpellés étaient des délinquants déjà connus, que les émeutes traduisent notamment « la volonté de ceux qui ont fait de la délinquance leur activité principale, de résister à l'ambition de la République de réinstaurer son ordre, celui de ses lois, dans le territoire » et enfin que les émeutes étaient une délinquance collective organisée par des « bandes délinquantes » et par des « groupes extrémistes »³. Or cette interprétation sera d'abord contestée par les magistrats, notamment ceux du tribunal correctionnel de Bobigny jugeant en comparution immédiate les premiers émeutiers poursuivis en Seine-Saint-Denis. Pour eux, « la très grande majorité présentent un profil de primo-délinquants ». Et ce constat sera notamment confirmé par les parquets de Créteil, de Lyon, de Nice et de Nancy⁴. La théorie de l'organisation délinquante sera ensuite démentie par un des propres services du ministère de l'Intérieur, les Renseignements généraux (RG), dont le journal *Le Parisien* révélera le 7 décembre un rapport rédigé à la fin des émeutes, diagnostiquant « une forme d'insurrection urbaine non organisée », « une révolte populaire des cités, sans leader et sans proposition de programme », animée par des jeunes « habités d'un fort sentiment identitaire ne reposant pas uniquement sur leur origine ethnique ou géographique, mais sur leur condition sociale d'exclus de la société française »⁵. En outre, ce sont à nouveau les RG ainsi que la Direction de la Surveillance du Territoire (DST) qui démentiront par la suite officiellement toute implication des groupes musulmans radicaux⁶. Enfin et surtout, nous pouvons désormais ajouter à ces démentis officiels ceux qui proviennent des premières recherches empiriques, dont les résultats commencent à paraître. Deux d'entre elles ont analysé les dossiers des émeutiers de novembre 2005 jugés au tribunal de Bobigny, pour le département de la Seine-Saint-Denis (93) qui fut au cœur de ces événements. La première, portant sur 86 mineurs, a montré que seul un tiers d'entre eux avaient des antécédents judiciaires pour des actes délinquants (Delon, Mucchielli, 2006). La seconde, portant sur 115 majeurs, établit cette proportion à 40 % (Mazars, 2006). Dans

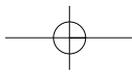
3. Voir les dépêches de l'Agence France Presse (AFP) des 6, 9, 15 et 19 novembre.

4. AFP, 17 novembre.

5. *Le Parisien*, 7 décembre 2005.

6. AFP, 23 et 24 novembre.



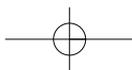


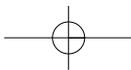
les deux cas, le nombre moyen d'infractions antérieures chez les auteurs déjà condamnés est de 1 ; il ne s'agit donc pas de personnes réellement engagées dans des styles de vie délinquants. La criminalisation des émeutes constitue ainsi une « **théorie-écran** » dont l'analyse scientifique doit se débarrasser si elle veut pouvoir prétendre s'exercer pleinement.

Au demeurant, une deuxième théorie-écran nous éloigne tout autant de la possibilité même de déployer l'exercice analytique. C'est celle qui ne voit dans ces « violences urbaines » ou « violences collectives » que des conduites juvéniles ludiques sans but ni même conscience, des « violences gratuites » selon une autre expression à la mode, dont la contagion imitative ou concurrentielle serait simplement véhiculée par les écrans de télévisions, d'ordinateurs ou de téléphones portables. Cette représentation ne constitue pas seulement un discours ordinaire et spontané de type « café du commerce », elle imprègne en profondeur les raisonnements de nombreux élus, représentants des institutions et commentateurs divers (journalistes, intellectuels). Or, si la dimension ludique et l'excitation étaient bien présentes dans les conduites transgressives de nombreux adolescents, de même que, parfois, des effets de concurrence et de surenchère à la fois entre quartiers voisins et entre jeunes d'un même quartier (certains « petits » voulant montrer leur courage physique et ainsi s'élever dans la hiérarchie locale des réputations), tout ceci ne s'oppose pas au fait qu'ils aient par ailleurs des raisons d'agir, des motifs de colère ainsi qu'un sentiment de légitimité de cette colère⁷. Enfin, l'explication qui place en son centre l'impact des médias est aisément réfutable. Non seulement, dans l'histoire de France, des émeutes rurales et urbaines de grande ampleur ont eu lieu en l'absence de tout médias autre que le bouche-à-oreille, mais, dans la période contemporaine, la plupart des émeutes précédentes ont été médiatisées – parfois fortement – sans entraîner pour autant une extension en dehors de la commune concernée.

La troisième raison pour laquelle le point de vue des émeutiers n'est guère pris en compte dans le débat public tient à la difficulté objective qu'il y a à recueillir leur parole dans des conditions en garantissant l'anonymat

7. Le même raisonnement vaut du reste pour la première théorie-écran : que certains émeutiers aient par ailleurs un casier judiciaire ne présume en rien des motivations de leur conduite pendant l'émeute. La délinquance est une activité partielle et non la définition globale d'une personne humaine. En d'autres termes, ceux des émeutiers qui étaient déjà connus de la justice n'avaient pas nécessairement des motivations différentes de celles des autres.



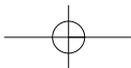


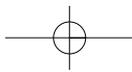
et l'authenticité (par opposition à la surenchère verbale que risquent toujours de susciter le contexte public et les caméras de télévision). Mener des entretiens approfondis avec des émeutiers pose en effet non seulement les problèmes classiques liés à cette méthodologie, mais aussi les difficultés liées au caractère illicite de l'activité enquêtée, dans un contexte de fortes tensions sociales. Les émeutiers que nous avons rencontrés avaient commis des infractions, n'avaient pas été inquiétés par les forces de police durant les émeutes, mais pouvaient toujours l'être. Du surcroît, au moment de la conduite des entretiens (soit environ un mois après les faits), la tension n'avait pas disparu dans les quartiers. Pour toutes ces raisons, la réalisation de tels entretiens n'aurait pas été possible si l'un d'entre nous n'avait pas été préalablement immergé sur le terrain, dans ce quartier classé « zone urbaine sensible » d'une ville populaire du département des Hauts-de-Seine, en banlieue parisienne⁸. Grâce à la confiance et la légitimité dont le chercheur jouissait auprès de ces jeunes âgés de 15 à 20 ans, nous avons pu réaliser douze entretiens, neuf individuels et un collectif avec trois jeunes ayant agi ensemble et n'ayant pas souhaité s'exprimer séparément. Ce nombre d'entretiens est modeste et nous ne prétendons certes pas épuiser le sujet. Toutefois, ces entretiens approfondis jettent quelques lumières qui nous semblent indispensables à la compréhension des émeutes.

PAROLE D'ÉMEUTIERS : LES RAISONS DE LA COLÈRE

Que disent donc ces émeutiers sur les raisons de fond de leur colère ? Deux séries de raisons sont évoquées. Les premières, qui n'apparaissent pas systématiquement, sont relatives aux événements qui ont déclenché les

8. Au recensement de 1999 (le dernier disponible), cette ville comptait un peu plus de 22 000 habitants. Près de 70 % d'entre eux résidaient en HLM (contre 23 % dans l'ensemble de la région Ile-de-France). 67 % des actifs étaient ouvriers ou employés (contre 46 % dans la région). Le taux de chômage sur la commune était de 16,5 % (ayant augmenté d'environ 30 % depuis le précédent recensement de 1990) et celui des jeunes âgés de 15 à 24 ans était de 28 %. La proportion de personnes « d'origine étrangère » est impossible à chiffrer précisément, mais 20 % des ménages avaient une personne de référence de nationalité étrangère, ces ménages étant parmi les plus pauvres (87 % d'entre eux étaient ouvriers, employés, inactifs ou retraités) et étant par ailleurs ceux ayant le plus d'enfants (ils représentaient les deux tiers des familles ayant 4 enfants ou plus).



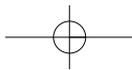


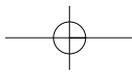
émeutes. Les secondes, récurrentes, évoquent non pas le contexte de l'émeute mais certaines dimensions de l'expérience de vie quotidienne de ces jeunes.

Certains émeutiers évoquent donc d'abord les événements de Clichy-sous-Bois, mais surtout pour dire que la police en est responsable et que le ministre de l'Intérieur a tenté de le dissimuler. En réalité, à une exception près (un jeune ayant des amis à Clichy), le drame initial (la mort des deux adolescents) n'est qu'évoqué sans plus d'émotion. D'autres insistent davantage sur la grenade lacrymogène tirée en direction de la mosquée de Clichy (en période de Ramadan et à l'heure de la prière) mais, là encore, c'est moins la grenade en elle-même qui les révolte que l'absence d'excuses – ou, à tout le moins, de reconnaissance d'une erreur – de la part de la police. Dans les deux cas, on voit ici que c'est ce qui est considéré comme un déni et un mensonge de la part des autorités qui fonde l'indignation et donc le *sentiment de légitimité morale* de la colère émeutière (ce qui est classique dans les émeutes, comme le rappelle D. Lapeyronnie [2006]). Et c'est ce sentiment de légitimité morale qui permet ensuite à l'émeutier de justifier ses actes.

À ce premier niveau d'analyse, certains émeutiers s'identifient donc aux drames survenus dans un environnement qui ne leur est pas directement familier. Mais, au regard de l'ensemble des entretiens réalisés, il apparaît que l'essentiel n'est sans doute pas là. En réponse à la question du « pourquoi » de la conduite émeutière, tous – sans exception – évoquent surtout, et avec une profusion de détails, leur propre expérience de vie. En d'autres termes, s'ils peuvent s'identifier aux drames de Clichy-sous-bois, c'est parce que ces derniers symbolisent et cristallisent en réalité une colère pré-existante issue de leur propre expérience à la fois individuelle et collective. C'est cette expérience qui nourrit en profondeur leur « rage ». La question se déplace alors vers le contenu de cette expérience, que l'on peut résumer en parlant d'**un vécu d'humiliations multiples accumulées**. Certains racontent des expériences de discriminations à l'embauche, voire font du racisme une explication généralisée (on y reviendra). La plupart font clairement remonter leur sentiment d'injustice et d'humiliation à l'école. Enfin, tous, sans exception, disent avec véhémence que la source quotidienne de leur sentiment d'injustice et d'humiliation est leur relation avec la police. Nous commencerons donc par là.

Les récits de ces jeunes se ressemblent beaucoup, nous en livrons ici quatre extraits :

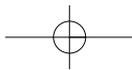


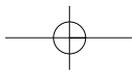


« Avant les émeutes c'était la routine, on reste avec les potes après les cours, on charrie entre nous, on fait quelques sorties, on va manger au grec et si y'a du gent-ar [de l'argent] à se faire on fait parce que la mère elle peut pas tout assurer. Par exemple, des mecs ramènent des téléphones portables de Thaïlande qu'ils achètent 50 euros, bien nous on va les revendre 150 et ils nous donnent notre bifton de 50. [...] On s'débrouille quoi. Les flics, quand ils nous serrent avec ça, ils savent que c'est pas de la marchandise volée mais ces fils de p... ils nous les prennent pour les garder. C'est pour ce genre de truc que j'ai la rage parce qu'avec leur insigne de la police nationale, ils se croient tout permis, ils savent qu'on peut pas répondre et ils nous cherchent tout le temps en attendant qu'on fasse la moindre faute, et après ils te mettent un outrage ou autre chose pour que tu fasses une garde à vue. Moi, c'est ce qui s'est passé. Une fois je vendais une Rolex, ils me l'ont prise et le keuf il m'a dit "merci pour le cadeau, je vais la porter tout le temps". Depuis ce jour-là j'ai la haine. Les émeutes, c'était une vengeance par rapport à tout ça. » (H..., 15 ans, en BEP).

« Pourquoi ils nous laissent pas tranquilles ? On est dans notre quartier en train de discuter avec nos potes et ils viennent te faire chier deux ou trois fois dans la même journée. Franchement, avant les émeutes, on était tranquille, on jouait au foot entre potes, en plus c'était le Ramadan donc on essayait de faire le maximum attention à notre comportement mais ils sont toujours là pour tout casser. Et après ça a pété bien comme il faut. Toutes façons, ça aurait pété un moment ou un autre [...], avec ou sans la mort de ces deux mecs à Clichy-Sous-Bois. [...] Ça m'a fait trop plaisir quand on leur a jeté des pavés dans la gueule, pour une fois on a inversé les rôles, si tu les avais vus, cette fois-ci ils faisaient moins les malins. Moi je disais aux mecs 'il faut pas brûler des voitures, si on doit faire quelque chose c'est bien taper un poulet', comme ça, quand ils vont venir dans le quartier, avant de rentrer dedans ils vont se chier dessus et ils vont tellement flipper qu'ils joueront plus les cow-boys. [...] y a très peu de quartiers qui ont fait ça pour être solidaires de Clichy, moi je te dis que c'est la haine contre les keufs, parce qu'ils parlent trop mal. [...] Je sais que maintenant les Français ils vont avoir la haine contre les mecs des cités mais qu'est-ce que tu veux c'est pas de notre faute, nous on demande juste du respect, moi si le keuf il vient et me demande mes papiers poliment je lui donne sans problème » (R..., 16 ans, en BEP).

« On était posés et les keufs sont venus pour voir si on avait de l'essence dans les mains, ils nous ont hagar [intimidé], ils sont venus à trois, ils se prennent pour des chauds dans la cité alors qu'on avait rien fait. Moi je



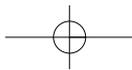


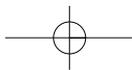
m'en foutais des brûlés [de Clichy-sous-Bois], je voulais me taper avec les keufs. [...] Ils commencent à crier et parlent pour rien dire alors que toi tu parles pas. Ils t'insultent "ferme ta gueule !" et ils sentent tes mains pour voir si y a de l'essence. C'était en fin d'après-midi. [...] J'ai ressenti la rage. [...] Nous, on voudrait que les keufs se comportent bien avec nous : "Bonjour, contrôle d'identité, vous avez vos papiers?". Mais eux c'est : "Alors les gars, vous galérez ? Alors on va pas s'ennuyer ! Passe-moi ta carte d'identité et ferme ta gueule". Alors tu lui donnes et tu fermes ta gueule. Y'a pas d'bonjour, pas d'au revoir, ils nous traitent comme de la merde » (B..., 17 ans, à la recherche d'un emploi).

*« Franchement dans les émeutes y'avait de tout. Il y avait les mecs qui avaient la rage contre les keufs, d'autres qui avaient la rage contre l'école parce qu'ils ont plus d'école, d'autres parce qu'ils ont pas de tafs, d'autres pour s'affirmer dans le quartier. **Tous les mecs qui avaient une rage contre quelque chose ils ont profité des émeutes pour tout niquer.** Mais la majorité des mecs c'est la haine contre les keufs parce qu'ils se la racontent beaucoup, y'en a plein ils sont racistes et ils nous traitent comme de la merde. [...] quand un juif se fait taper, on en fait toute une histoire au journal de 20 heures et le Président en personne il présente ses excuses, mais quand c'est un arabe ou un noir c'est pas grave, et encore pire : Sarkozy, il a pas essayé de camoufler quand le keuf il a jeté la grenade lacrymogène dans la mosquée ? C'est un pays d'hypocrites » (T..., 18 ans, à la recherche d'un emploi).*

Ainsi, la vengeance envers les policiers peut être considérée comme la première motivation des émeutiers, *a fortiori* lorsque – et de nombreux témoignages convergent en ce sens⁹ – cette police ne s'est pas contentée de subir la violence des jeunes mais est parfois venue la provoquer (par exemple en se déployant massivement et en multipliant les contrôles et les provocations verbales dans des quartiers où il n'y avait pas encore eu d'incidents majeurs). Encore une fois, ceci peut étonner tant le discours médiatico-politique dissimule cette réalité de terrain, ces rapports de force, ces provocations, ces violences et ces vengeances réciproques qui structurent au quotidien les rapports entre groupes de jeunes et groupes de policiers

9. Le maire de Clichy-Sous-Bois, lui-même, déclarait à l'AFP le 2 novembre 2005 que « le dispositif policier, cette nuit, serait adapté et nettement moins provoquant » et que, pour cette raison, les choses devraient mieux se passer. De même, notre équipe a constaté des provocations policières dans plusieurs quartiers de la région parisienne.





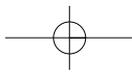
et qui constituent *une dimension majeure de l'expérience de vie de ces jeunes* (Kokoreff, 2004 ; Mohammed, Mucchielli, 2006). Pourtant, méconnaître cette réalité c'est s'interdire de comprendre le déclenchement et le déroulement de la plupart des émeutes. Méconnaître cette réalité, c'est enfin s'interdire de comprendre que les discours du ministre de l'Intérieur cristallisent le sentiment d'humiliation des jeunes (et des moins jeunes) des quartiers populaires et ont donc réellement eu un impact sur eux à l'automne 2005 : avant les émeutes, ces discours ont contribué à « chauffer les esprits » et, pendant les émeutes, ils ont clairement « jeté de l'huile sur le feu »¹⁰.

APRÈS LA POLICE, L'ÉCOLE

Cela étant, dans le discours de plus de la moitié des émeutiers rencontrés, en particulier ceux qui sont sortis du système scolaire, qui se trouvent sans travail et souvent dans la petite délinquance de survie comme le petit trafic de cannabis, une deuxième caractéristique apparaît derrière la vengeance contre la police, c'est l'agressivité et le ressentiment manifestés à l'égard d'une autre institution nationale : l'école. Ceci contribue à expliquer l'autre caractéristique des émeutes de novembre 2005 (après leur extension géographique), à savoir le nombre inédit de bâtiments scolaires visés par les émeutiers. Ces derniers expriment ici une colère tout aussi forte envers une institution qu'ils accusent d'avoir « gâché leur avenir », selon leur expression. Nous en livrons là aussi quatre extraits significatifs :

10. Durant les émeutes, de nombreux journalistes ont réalisé quelques articles basés sur des interviews de jeunes habitants (dont quelques émeutiers) des quartiers populaires de la région parisienne, en particulier en Seine-Saint-Denis (par exemple : « À Clichy-Sous-Bois, la "guerre à la police" pour se venger et se distraire », AFP, 2 novembre 2005 ; « À Aulnay-Sous-Bois, des jeunes des 3 000 narguent les CRS en pleine nuit », AFP, 3 novembre 2005 ; « Des adolescents du 93 fascinés par les troubles : "Sarko cherche, il trouve" », AFP, 5 novembre 2005). Ces interviews indiquent d'une part que ces jeunes voulaient surtout affronter la police, d'autre part qu'ils voulaient également répondre aux provocations verbales du ministre de l'Intérieur qui, depuis plusieurs mois, avait choisi une stratégie de communication consistant à stigmatiser fortement les jeunes habitant des quartiers populaires : le ministre voulait ainsi « débarrasser la France de ces voyous », « nettoyer au Kärcher » ces quartiers qui seraient terrorisés par des « bandes de racailles » (Demiaty, 2006).

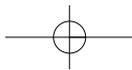


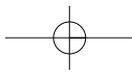


« J'habite dans un quartier pourri, sale, dégradé et à l'écart du centre ville. Bref, là, c'est la galère, il n'y a pas de taf [travail], c'est la merde. [...] À l'école, les cours étaient des leçons dictées mot à mot par le prof. On dirait qu'on était des robots, on ne devait pas parler, ni intervenir sinon on se faisait punir directement. En plus, dès qu'on ne comprenait pas une chose, le prof s'en foutait, il disait qu'il fallait lire le livre et qu'après on comprendrait. Alors à quoi ça sert de venir en classe ? [...] Donc moi, j'ai redoublé deux fois en troisième, j'étais pas très bon, les cours étaient pourris et les profs aussi. Ah ouais, je veux rajouter une chose, c'est les conseillers d'orientation, eux, c'est des gros bâtards, ils ne savent même pas te conseiller, ils s'en foutent de ta gueule. Après, ils m'ont proposé un BEP en plasturgie mais je n'ai pas voulu car c'était un vieux truc. Donc, après j'ai mal tourné [...]. Quand je vois des amis et mon grand frère qui sont diplômés avec des Bac +5 et qui travaillent dans des supermarchés comme agent de sécurité, c'est quoi ce truc de fou ?! Je comprends rien. Ils ont fait des études, ils se sont pris la tête, et après ils terminent [comme ça], c'est pas juste. Donc, tu vois que l'école ça apporte que la galère au final. Lors des émeutes, j'ai voulu participé grave [fortement] car ces bâtards de la société s'en foutent de nous, ils sont payés des barres et des barres et ils font même pas leurs tafs de soutien aux élèves en difficulté. Donc, je te dis la vérité, j'ai brûlé des voitures près du lycée pour leur montrer qu'on existe et qu'on ne va pas se laisser niquer comme des p... On va leur faire peur comme ça, ils vont changer leur comportement et vont nous respecter. [...] On a rien à perdre vu qu'ils ont baisé nos vies. Tu vois, je suis obligé de vendre du shit pour aider mes parents, sinon qui va m'embaucher sans diplômes ? [...] Tu sais quand l'école va marcher ? C'est quand ça sera des mecs des quartiers qui vont enseigner, parce qu'ils connaissent la merde dans laquelle on est. Putain, ils savent pas qu'on doit faire des p... d'efforts. On n'a pas papa et maman qui nous aident quand on rentre à la maison pour nos devoirs. La plupart des mecs, leurs parents, les pauvres, ils savent même pas lire et écrire. Alors si à l'école, ils ne prennent pas le temps de nous expliquer, ça sert à rien. C'est foutu d'avance. (S..., 20 ans, sans travail, petit dealer de cannabis).

Dans ce deuxième extrait, le jeune rencontré fait directement le rapprochement entre les policiers et les enseignants qu'il accuse de provoquer les mêmes humiliations :

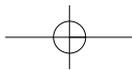
« Moi aussi, j'ai participé aux émeutes et j'en suis fier, c'était pour tout retourner et enculer les keufs, ces sales bâtards qui se la racontent trop. Je suis dégouté parce que je voulais aussi qu'on brûle ce lycée de merde avec

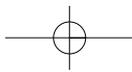




ces profs racistes. Je te jure, je mitonne pas, si j'ai réussi à avoir mon bac c'est pas grâce à ces chiens de profs. Ils auraient préféré que je fasse un BEP. C'est grâce à mes frères, qui m'engueulaient quand je ne bossais pas, que j'ai eu mon bac. Par exemple, je te jure, la prof, madame M..., tu sais ce qu'elle m'a dit ? « je suis déçu que vous ayez votre bac ». C'est pas un truc de ouf ? Maintenant, je sais très bien que personne ne va me croire quand je dis que certains profs sont racistes. Mais moi, je sais de quoi je parle. Je l'ai vécu en direct. [...] J'ai vu plein de potes à moi se faire « bagar » [humilier] pour rien par des profs juste parce qu'ils les aimaient pas. Je reconnais que certains abusaient mais, ma parole, faut reconnaître aussi qu'il y a des profs qui usent de leur autorité pour flinguer l'avenir de certains élèves. [...] Le prof habituel, tout ce qu'il veut, c'est terminer son programme et tant pis pour celui qui ne s'accroche pas. Et ouais, c'est comme ça que beaucoup de mecs et même des meufs ont lâché l'affaire. Alors voilà, tu sais ce que j'ai fait ? On est parti avec des potes, on a pris de l'essence et on a brûlé l'entrée du lycée. Mais les keufs sont venus et on s'est sauvés. Dommage, sinon le lycée aurait brûlé. Mon rêve, c'est que ces sales profiteurs de profs, qui prennent de l'argent pour travailler dans des zones sensibles, dégagent de là parce que j'ai l'impression qu'ils veulent vraiment que ça reste comme ça pour qu'ils touchent leurs primes à la fin du mois. [...] La « bagra » [humiliation] des keufs et celle des profs, c'est la même. C'est des gens qui abusent de leur putain de pouvoir sans peser les conséquences de leurs actes. Les profs se disent pas : « c'est déjà un mec en difficulté, pourquoi je vais l'exclure et le mettre davantage en difficulté ». Ils en ont rien à foutre de son avenir ! [...] Tous les mecs du quartier qui galèrent sans école, ils ont tous pratiquement la même histoire à savoir des profs qui n'ont rien à foutre d'eux. » (M..., 20 ans, bachelier, chômeur).

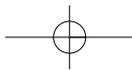
« Pour moi, la grande faute de ces émeutes c'est surtout l'école ! L'école, c'est un endroit où on doit apprendre des choses, ils doivent nous expliquer, mais en fait l'école est devenue un endroit où on jette les mecs comme moi, on leur donne pas de chance de s'en sortir, on fait tout pour nous virer et garder les Français. Même quand des gens comme moi réussissent, ils finissent par travailler avec des personnes sous diplômées ou bien dans des postes qu'ils leurs conviennent pas. C'est ça la réalité, il faut arrêter de se cacher derrière. Autre exemple, moi je travaillais normal sans plus, mais j'étais un peu distrait avec mes amis en cours. Mes profs se moquaient toujours de moi devant les autres au lieu de m'encourager et de m'expliquer les choses. Dès fois, les profs nous calculaient même pas, ils nous laissaient

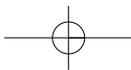




seuls dans notre coin et faisaient participer les meilleurs, ils parlaient entre eux et souvent, ils nous jetaient dehors pour être tranquille entre eux, tu vois. Moi je ressentais du dégoût. [...] Ça fait mal de voir qu'on est pris comme un idiot ! Après, j'ai décidé de quitter le lycée car je voyais qu'on ne m'aidait pas, les conseillers voulaient que je fasse pompier, moi je voulais pas. Alors après je suis allé de petit boulot en petit boulot sans me retrouver vraiment. L'école ne sait pas qu'elle peut faire du mal si elle n'est pas à l'écoute des autres. L'école a baisé ma vie et ça j'oublierais jamais ! [...] Franchement, j'ai la rage contre les profs parce que s'ils avaient pris le temps de nous prendre en main, on serait pas là aujourd'hui à bicrave [revendre] des bouts de shit en risquant notre peau » (R..., 18 ans, sans travail, petit dealer de cannabis).

« Moi, ce que je voulais pendant les émeutes, c'était brûler le lycée parce que c'est eux qui ont baisé mon avenir. En fait, moi, quand j'étais à l'école, j'étais pas très bon mais j'essayé de travailler de mon mieux. En classe, j'avais du mal à suivre certains cours, car à la base, j'étais passé avec des notes très moyennes. Quand je demandais au prof de m'expliquer certaines choses, il me disait que j'avais qu'à voir les meilleurs de la classe et qu'il n'allait pas prendre du retard sur son programme. Un jour, je lui ai dit que je ne comprenais pas un truc dans son cours et il m'a dit : « j'ai pas le temps et en plus toute la classe sait ça. Qu'est-ce que tu fais dans cette classe, tu es vraiment nul et irrécupérable ». J'avais la honte car tous les élèves se marraient et m'observaient avec leurs regards. Moi j'avais la haine, je lui ai demandé un vieux truc et lui il me jette comme une merde. En plus, comme j'étais le seul rebeu, j'avais honte d'aller voir les têtes de la classe surtout après les réflexions humiliantes du prof sur moi. Ce qui fait que dans les contrôles, j'avais des vieilles notes. Quand je rentrais à la maison, je me faisais « savate » par mon père. Il me disait que l'école avait toujours raison et que c'était de ma faute. Moi, je sais qu'il fallait travailler à la maison mais quand t'as pas compris le cours en classe, comment tu veux réviser à la maison ? Très franchement, j'ai baissé les bras à partir du quatrième mois, je ne faisais plus rien. J'allais en cours pour mes parents mais moi, j'en avais plus rien à foutre. [...] Et à la fin de l'année, pour l'orientation, ils ne m'ont pas raté. J'étais bon pour le BEP carrosserie. [...] Avec du recul, j'ai la haine contre ces chiens du système scolaire parce que oui, ils m'ont niqué mon avenir et moi, comme un con, je suis rentré dans leur jeu. [...] L'école, c'est derrière moi mais si je revois un de mes profs qui me cassait les couilles, je l'insulte ce bâtard » (S..., 19 ans, sans travail, petit dealer de cannabis).



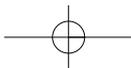


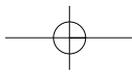
Ainsi, l'école symbolise aux yeux de ces jeunes l'institution qui leur a « gâché leur avenir » selon leur expression, c'est-à-dire qui leur a fermé la possibilité d'une insertion dans la société et les a fortement humilié. Ils accusent de surcroît les enseignants d'être des personnes hypocrites tenant un discours sur la réussite que démentirait leur pratique enseignante conduisant à marginaliser ces jeunes issus de l'immigration dans les classes, à ne pas leur apporter l'aide dont ils d'autant plus besoin que leurs parents ne peuvent pas les soutenir sur le plan scolaire.

À travers ces entretiens avec les émeutiers, nous voyons ainsi apparaître les raisons de leur colère, les différents types d'humiliations qu'ils ressentent dans leur vie quotidienne : dans les relations avec la police, dans l'absence de travail qui découle de leur échec scolaire précoce et, en fin de compte, dans le sentiment d'être des citoyens de seconde zone, presque des « parias » comme le dit l'un des émeutiers à la fin d'un entretien. Le fond de leur révolte est donc constitué par des sentiments d'injustice, d'abandon, de rejet, d'absence d'avenir et de cynisme du reste de la société, qui structurent un très fort sentiment d'injustice, finissent par constituer une mentalité de « victimation collective » et par justifier et libérer leur colère dans le moment de l'émeute (Mucchielli, 2003). Enfin, les émeutiers se sentent d'autant plus légitimes dans leur colère que cette dernière est partagée par une large partie de la population de leurs quartiers. Derrière la diversité de leurs trajectoires scolaires et sociales, la plupart des jeunes habitants des quartiers populaires partagent en effet de nombreux aspects de cette expérience de vie dénoncée par les émeutiers (Marlière, 2005). Et l'analyse doit même être à présent élargie au-delà de la jeunesse.

ÉMEUTIERS ET NON ÉMEUTIERS DANS LES QUARTIERS POPULAIRES

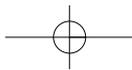
À nouveau, les expériences américaines et anglaises pourraient être mobilisées. Les rapports des commissions Kerner et Scarman avaient en effet montré que les émeutiers bénéficiaient du soutien tacite d'une large partie de la population (Skolnick, 1969 ; Keith, 1993). Autrement dit, leur colère est considérée comme légitime par beaucoup des membres de leurs familles et de leurs voisins, qui partagent globalement les mêmes conditions de vie et sont révoltés par les mêmes événements. En réalité, la compréhension de l'émeute ne saurait se limiter à l'enregistrement de la parole des émeutiers,

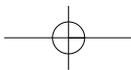




elle nécessite l'interrogation des autres habitants des mêmes quartiers. Interrogation complexe dans la mesure où, d'une part, certains s'expriment publiquement tandis que d'autres (la très grande majorité) restent silencieux, d'autre part certains s'expriment dans le temps de l'émeute tandis que d'autres s'expriment voire s'organisent une fois l'émeute terminée. Complexité redoublée par le fait que le débat public est à la fois dominé par les acteurs organisés en vue de la prise de parole revendicative et enfermé dans le cadre médiatique de l'événementiel. Ainsi les journalistes relayent-ils aisément la parole des représentants des pouvoirs publics et des élus locaux qui se présentent spontanément à eux. Ils enregistrent également aisément les manifestations collectives événementiels comme, par exemple, les marches silencieuses rendant hommage aux morts ayant déclenché l'émeute. Ils tendent aisément leurs micros et leurs caméras en direction des habitants qui manifestent le désir de s'exprimer, pour soutenir ou pour condamner les émeutiers. Ainsi, en novembre 2005, la colère des jeunes contre la police et le discours du ministre de l'Intérieur n'a échappé à personne, de même que la réprobation d'une partie des habitants des mêmes communes ou des communes limitrophes, craignant pour leurs biens et/ou exprimant à cette occasion un conflit plus récurrent et bien connu qui les oppose à certaines franges de la jeunesse¹¹. Mais, derrière ce qui se donne ainsi à voir et à entendre publiquement, que pensent la majorité demeurée silencieuse des habitants des quartiers émeutiers? Un premier sondage apporte des éléments essentiels en ce sens. Interrogeant, pour l'essentiel au sein de la population dite « issue de l'immigration », des mères et des pères de famille, ainsi que des jeunes hommes n'ayant pas participé à l'émeute, E. Marlière (2006) met en évidence une donnée fondamentale. Si ces habitants désapprouvent la forme de l'émeute (le fait de brûler la voiture du voisin ou l'école du petit frère), ils témoignent en même temps d'une compréhension voire d'une empathie avec les émeutiers. À travers leurs témoignages, apparaissent alors des éléments qui viennent compléter et élargir le spectre de l'analyse des significations de l'émeute. La dimension « anti-policrière » de l'émeute n'est pas invalidée mais considérablement élargie.

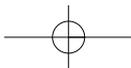
11. Ainsi certaines familles ouvrières « d'origine française », qui vivent pourtant à peu près dans les mêmes conditions de précarité socio-économique, ont-elles développé depuis longtemps du ressentiment et de la xénophobie à l'égard des populations « d'origine étrangère » qui les ont, dans leur perception des choses, en quelque sorte dépossédé de leur territoire et de son identité. L'on sait combien les partis d'extrême droite s'appuient sur ces sentiments (Le Goaziou, Rojzman, 1998 ; Haegel, Rey, Sintomer, 2000).

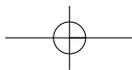




L'interrogation des parents permet d'abord de préciser les raisons pour lesquelles la question scolaire est devenue si importante. Les parents immigrés (en particulier les mères, qui s'occupent le plus souvent des enfants et de leur scolarité), qui témoignent classiquement d'une grande attente vis-à-vis de l'école, expriment ici une forte déception face à l'expérience scolaire souvent négative de leurs enfants ainsi que face à leur propre expérience de la relation aux enseignants (dans laquelle ils ont parfois eux-mêmes ressenti des humiliations) et du fonctionnement qu'ils perçoivent comme ségrégatif de l'institution (à travers en particulier la question de l'orientation à la fin du collège). Ensuite et de façon sans doute particulièrement aiguë de nos jours, ces parents ont compris que c'est toute la question de l'insertion économique et sociale qui se joue aujourd'hui dans les orientations scolaires, d'où la tension croissante de la situation des collégiés dans les quartiers populaires (Van Zanten, 2001 ; Millet, Thin, 2005 ; Felouzis, Liot, Perroton, 2005 ; Zirotti, 2006). Si les émeutiers ne parlent guère du chômage, dont ils n'ont du reste parfois pas encore fait l'expérience, celui-ci est omniprésent dans leur entourage. C'est ce dont les pères de famille interrogés parlent le plus, exprimant à cette occasion colère et désespoir. Dès lors, dans les familles concernées, à travers l'échec ou la marginalisation scolaire, chacun sent bien que c'est tout le futur destin social des jeunes qui est d'emblée hypothéqué (Beaud, Pialoux, 2003). Les sentiments d'échec, d'exclusion et d'enfermement (dans l'espace et dans le temps) qui en résultent sont ainsi bien partagés.

L'interrogation de jeunes habitants également « issus de l'immigration » mais non émeutiers (en particulier leurs aînés, parfois leurs grands frères), permet enfin de mettre en évidence une autre dimension du problème. Celle-ci est particulièrement saillante lorsque la parole est donnée à des jeunes qui témoignent de leurs difficultés d'insertion économique et sociale lors même qu'ils ont connu la réussite scolaire jusqu'à posséder des diplômes universitaires de deuxième voire troisième cycle (notamment des DESS, aujourd'hui Masters Pro). Outre que cette réalité est statistiquement de plus en plus lourde (un nombre croissant de jeunes « issus de l'immigration » se trouvent à la fois diplômés et pourtant en situation de chômage ou d'emploi précaire [Richard, 2004 ; Silberman, Fournier, 2006]), elle ajoute aux sentiments précédemment décrits d'échec, d'exclusion et d'enfermement ceux de l'injustice et de la colère. La résignation se mue alors en ressentiment et l'accusation de *racisme* lancée globalement à « la société française » ne tarde pas à poindre et à être étayée par les expériences – également bien réelles et





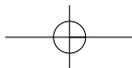
très fréquentes (Frickey, 2005) – de discriminations à l'embauche. Chez de nombreux jeunes adultes, l'accumulation de ces expériences et de ces jugements finit même par former un tout unifié en fin de compte par ce seul facteur explicatif : le racisme.

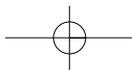
POUR CONCLURE

Les trois semaines d'émeutes de l'automne 2005 en France ont surpris par leur durée et leur ampleur géographique. Elles témoignent de la colère désespérée d'une certaine jeunesse dite « issue de l'immigration » (jusqu'à quand sera-t-elle ainsi nommée ?) habitant les quartiers pauvres, qui se sent *dans l'impasse* et de surcroît *méprisée* (Bachmann, Leguennec, 1996, 355). De fait, cette jeunesse est confrontée à une double crise d'insertion dans la société et dans la vie adulte. La première est économique et sociale : *l'accès à un statut social* est rendu particulièrement difficile pour des centaines de milliers de jeunes hommes qui se trouvent disqualifiés précocement à l'école et souvent discriminés dans la vie professionnelle, lors même que l'emploi est la clef de l'insertion sociale et de l'entrée dans l'âge adulte (sans emploi, pas de logement, pas de crédits bancaires, pas de perspective de pouvoir s'établir et fonder une famille, etc.). La seconde crise est symbolique et politique : *l'accès à la citoyenneté* est rendu particulièrement difficile pour ces jeunes hommes souvent fragilisés dans leur construction identitaire par leur condition de descendants de migrants provenant des anciennes colonies (Sayad, 1999), qui se considèrent globalement disqualifiés par rapport au modèle dominant dans l'ordre politique, qui ne sont pas sollicités ni représentés par les forces politiques traditionnelles, et sont dès lors particulièrement démunis pour construire des actions collectives autonomes, durables et non-violentes, par opposition à ces déchaînements émotionnels passagers que sont les émeutes. C'est donc à la question politique que renvoie en fin de compte l'analyse.

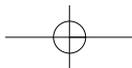
Bibliographie

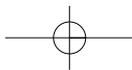
- BACHMANN C., LEGUENNEC N., 1996, *Violences urbaines. Ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville*, Albin Michel, Paris.
- BEAUD S., PIALOUX M., 2003, *Violences urbaines, violence sociale*, Paris, Fayard.





- DELON A., MUCCHIELLI L., 2006, Les mineurs émeutiers jugés au tribunal de Bobigny, *Claris. La revue*, 1, p. 5-16.
- DEMIATI N., 2006, Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur et pompier-pyromane, *in* Mucchielli L., Le Goaziou V. (2006), Paris, La Découverte, p. 53-71.
- DUCLOS N., 1998, *Les violences paysannes sous la Vème République*, Paris, Economica.
- FELOUZIS G., LIOT F., PERROTON J., 2005, *L'apartheid scolaire. Enquête sur la ségrégation ethnique dans les collèges*, Paris, Seuil.
- FRICKEY A., dir., 2005, *Jeunes diplômés issus de l'immigration : insertion professionnelle ou discriminations ?*, Paris, La documentation française.
- HAEGEL F., REY H., SINTOMER Y., 2000, *La xénophobie en banlieue. Effets et expressions*, Paris, L'Harmattan.
- KEITH M., 1993, *Race, riots and policing*, London, ULC Press.
- KOKOREFF M., 2004, *La force des quartiers. De la délinquance à l'engagement politique*, Paris, Payot.
- LAGRANGE H., OBERTI M., dir., 2006, *Émeutes urbaines et protestations. Une singularité française*, Paris, Les Presses de Sciences-Po.
- LAPEYRONNIE D., 2006, « Révolte primitive » dans les banlieues françaises, *Déviance et société*, 30 (4), p. 431-448.
- LE GOAZIOU V., ROJZMAN C., 1998, *Comment ne pas devenir électeur du Front national*, Paris, Desclée de Brouwer.
- MARLIÈRE E., 2005, *Jeunes en cité. Diversité des trajectoires ou destin commun ?*, Paris, L'Harmattan.
- MARLIÈRE E., 2006, Les habitants des quartiers : adversaires ou solidaires des émeutiers ?, *in* Mucchielli L., Le Goaziou V. (2006), Paris, La Découverte, p. 72-86.
- MAZARS M., 2006, Le traitement judiciaire des violences urbaines. Leçons d'une étude de cas, *La note de veille (Centre d'analyse stratégique)*, n° 16, p. 1-4.
- MILLET M., THIN D., 2005, *Ruptures scolaires. L'école à l'épreuve de la question sociale*, Presses Universitaires de France.
- MOHAMMED M., MUCCHIELLI L., 2006, La police dans les « quartiers sensibles » : un profond malaise, *in* Mucchielli L., Le Goaziou V., (2006), Paris, La Découverte, p. 98-119.
- MUCCHIELLI L., 2002, *Violences et insécurité. Fantômes et réalités dans le débat français*, Paris, La Découverte, 2^e éd.

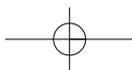


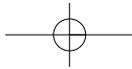


- MUCCHIELLI L., 2003, Le rap de la jeunesse des quartiers relégués. Un univers de représentations structuré par des sentiments d'injustice et de victimation collective, in M. Boucher, A. Vulbeau, éd., *Émergences culturelles et jeunesse populaire*, Paris, L'Harmattan, p. 325-355.
- MUCCHIELLI L., LE GOAZIOU V., dir., 2006, *Quand les banlieues brûlent. Retour sur les émeutes de novembre 2005*, Paris, La Découverte.
- RICHARD J.-L., 2004, *Partir ou rester ? Destinées des jeunes issus de l'immigration*, Paris, Presses Universitaires de France.
- SAYAD A., 1999, *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Seuil.
- SILBERMAN R., FOURNIER I., 2006, Les secondes générations sur la marché du travail en France : une pénalité ethnique qui persiste, *Revue française de sociologie*, 2, p. 243-282.
- SKOLNICK J.-H., 1969, *The politics of protest. The Skolnick report of the National commission on the cause and prevention of violence*, New York, Ballantine Books.
- VAN ZANTEN A., 2001, *L'école de la périphérie. Scolarité et ségrégation en banlieue*, Presses Universitaires de France.
- ZIROTTI J.-P., 2006, De l'expérience de la discrimination à la délégitimation. Les jugements des élèves issus de l'immigration sur les décisions d'orientation scolaire et les conditions de leur scolarisation, *Les cahiers de l'URMIS*, 10-11, p. 1-16.

Principales publications de Laurent MUCCHIELLI (livres)

- * *Histoire de la criminologie française*, Paris, L'Harmattan, 1994 (direction).
- * *La sociologie et sa méthode. Les Règles de Durkheim un siècle après*, Paris, L'Harmattan, 1995 (codirection avec M. Borlandi).
- * *La découverte du social, Naissance de la sociologie en France (1870-1914)*, Paris, Éditions La Découverte, 1998.
- * *Le cas Spencer. Religion, science et politique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1998 (avec D. Becquemont).
- * *La société française en tendances*, en collaboration avec le groupe Louis Dirn (sous la dir. d'Henri Mendras), Paris, Presses Universitaires de France, 1998.
- * *Violences et insécurité. Fantômes et réalités dans le débat français*, Paris, La Découverte, 2001 (2^e éd. augmentée 2002).





- * *Crime et sécurité : l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 2002 (codirection avec Ph. Robert)
- * *Mythes et histoire des sciences humaines*, Paris, La Découverte, 2004.
- * *Le scandale des « tournantes ». Dériver médiatiques et contre-enquête sociologique*, Paris, La Découverte, 2005.
- * *Quand les banlieues brûlent. Retour sur les émeutes de novembre 2005*, Paris, La Découverte, 2006 (codirection avec V. Le Goaziou), 2^e éd. augmentée 2007.
- * *Crime et insécurité : un demi-siècle de bouleversements. Mélanges pour et avec Philippe Robert*, Paris, l'Harmattan, 2006 (codirection avec R. Lévy et R. Zauberman).

Sites Internet

Site personnel : <http://laurent.mucchielli.free.fr>

CESDIP : www.cesdip.com

Groupe Claris : www.groupeclaris.org



